

Elina Gugliuzzo - *In veste devota. Le confraternite di Malta in età moderna*

María Ghazali

Rubbettino Editore (éd.)



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5671>

DOI : 10.4000/cdlm.5671

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2010

Pagination : 351-353

ISBN : 2-914561-53-2

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

María Ghazali, « Elina Gugliuzzo - *In veste devota. Le confraternite di Malta in età moderna* », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 81 | 2010, mis en ligne le 15 juin 2011, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5671> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.5671>

Elina Gugliuzzo, *In veste devota.*
Le confraternite di Malta in età moderna, Soveria
Mannelli, Rubbettino Editore, 2009, 155 p.

L'ouvrage de l'historienne italienne Elina Gugliuzzo sur les confréries maltaises à l'époque moderne se situe, en partie, dans la continuité des études de micro-histoire, menées notamment par certains de ses compatriotes, et qui vont des travaux de Carlo Ginsburg à ceux d'Edoardo Grendi, de ceux de Giovanni Levi à ceux de Carlo Maria Cipolla. En étudiant les groupes sociaux « d'en bas », l'on adopte un point de vue privilégié pour comprendre les processus politiques adoptés par ceux « d'en haut ». Cependant, son ambition est ici non de mener une étude des confréries maltaises à un moment donné de l'époque moderne, mais de l'envisager sur un temps plus long et d'essayer de démontrer comment les confréries (dans leur composition, fonctionnement, idéologie – peut-être, aussi – fondée sur la solidarité et l'action sociale), en perpétuelle évolution, sont, en fait, à l'origine des *Trade unions* et du *Labour Party* maltais. De plus, son désir est de faire éclater le carcan que pourrait représenter l'histoire locale de Malte, en ancrant l'île dans une histoire plus globale de la Méditerranée et en prouvant les liens idéologiques et culturels établis entre les sociétés occidentales et orientales depuis le Moyen Âge et pendant tout l'Ancien Régime, et dont Malte est un observatoire privilégié. Pour mener à bien cette démonstration, Elina Gugliuzzo développe ses idées en six chapitres : en premier lieu, elle analyse les pratiques de dévotion, faites d'un mélange de profane et de sacré (chap. I : *Ritualità profana e religiosa*) ; elle affirme l'esprit associatif, comme étant à l'origine de la confrérie (chap. II : *Origini della confraternita : lo spirito associativo*) ; elle apporte des preuves de la multitude de similitudes qui existent entre les fraternités islamiques et les guildes européennes, et qui se retrouvent dans l'esprit corporatif (chap. III : *Lo spirito corporativo nelle società occidentali e orientali*) ; elle passe au crible la superposition des autorités religieuses sur l'île (par ordre de préséance : le Grand Maître de l'ordre de Saint-Jean, l'Évêque diocésain, l'Inquisiteur apostolique) et leurs conflits d'intérêts, prenant en otage le peuple maltais dont aucun n'est issu (chap. IV : *I differenti « soggetti religioso » : sovrapposizioni di autorità*) ; elle étudie, enfin, le rôle socioculturel, religieux et politique des confréries maltaises à l'époque moderne (chap. V : *Il ruolo socio-culturale, religioso e politico delle confraternite maltesi in età moderna*) ; elle suit, à travers le temps, l'évolution et la politisation des confréries (chap. VI : *Evoluzione e politicizzazione delle confraternite*).

À l'époque moderne, la confrérie est une association de personnes, unies dans une même foi, qui se prêtent mutuellement une aide matérielle et spirituelle : aumônes et aides financières de tout type (achat de médicaments, paiement de la caution pour sortir de prison, rédemption de confrères captifs), dotations d'orphelins, enterrements, suffrages pour l'âme des défunts, etc. Elle est donc éminemment un lieu de sociabilité, où les confrères se rencontrent (souvent autour d'une collation, voire d'un banquet) pour discuter de leurs problèmes ou préparer les fêtes religieuses, notamment celles célébrées en l'honneur de leur saint patron. Elle contribue fortement à la formation identitaire : religieuse, bien sûr, mais également « locale », dans la mesure où l'on appartient à une confrérie bien spécifique, sise dans une paroisse bien déterminée d'une ville ou d'un village. Tous ces aspects sont indéniables et communs à toutes les confréries de l'espace méditerranéen. Elina Gugliuzzo y fait référence, mais elle présente aussi les confréries maltaises comme des espaces propices au développement des valeurs démocratiques. Selon cette historienne, elles auraient servi de base au peuple maltais, écarté des hautes instances politiques aux mains des étrangers (l'Ordre des Hospitaliers, le pape, les Français, puis pendant longtemps les Anglais) pendant toute l'époque moderne, pour s'affirmer, et elles auraient favorisé la création des *Trade unions* et du *Labour Party*. Elle n'a sans doute pas tort. Toutefois, il me semble que l'on ne peut pas mettre sur un même plan toutes les confréries et que l'on doit dissocier confréries de métiers et confréries de pénitence ou de charité, qui apparaissent et se multiplient pendant la Contre-Réforme. Les premières présentent, en effet, un double aspect, puisqu'aux aspirations religieuses s'ajoutent des préoccupations plus prosaïques, reliées au monde du travail ; les secondes étant uniquement tournées vers les œuvres spirituelles, comme elles peuvent encore l'être aujourd'hui. Ensuite, il s'agit d'être attentif à qui est réellement à la tête de la confrérie (sont-ce des laïcs ou des ecclésiastiques ?), qui sont les responsables de la confrérie (*Rettore* qui préside et dirige, *Assistenti* qui le secondent, *Procuratori* qui tiennent les comptes, *Secretario* qui s'occupe des livres et des archives) et comment sont-ils renouvelés : y a-t-il une véritable élection – si élection il y a –, ou sont-ce toujours les mêmes individus ou les membres d'une même oligarchie, voire d'une même famille, qui détiennent les différentes charges ? Pour répondre à de telles questions, il faudrait trouver sur les confréries des fonds d'archives suivis – ce qui ne semble pas être le cas sur Malte –, ou essayer de multiplier les données en croisant les différentes sortes d'archives. Comment, en effet, ne pas se demander pour quelles raisons la Confrérie du Très Saint-Sacrement, fondée en 1575 à partir de l'union des confréries Saint-Joseph et Saint-Marc, fut exemptée par l'Université (soit le Conseil Municipal) de Notabile (c'est-à-dire Mdina) du service militaire « forcé » en 1584 (p. 106) ? Pourquoi la Confrérie Saint-Joseph eut-elle le droit d'accompagner les condamnés à mort des prisons de Notabile jusqu'au gibet, puis de conduire leur dépouille jusqu'au lieu où ils devaient être enterrés, et ce jusqu'à la disparition de l'Université en 1819 (p. 109) ? Ces deux constatations soulignent l'implication de l'institution municipale, et par conséquent des autorités laïques locales, dans la vie des confréries. Quels étaient donc les liens qui unissaient les confréries à l'institution municipale qu'était l'Université ? Les responsables de la confrérie

étaient-ils également membres du Conseil Municipal ? L'institution municipale avait-elle un droit de regard sur les confréries ? Si nous prêtons attention à l'identité des premiers dirigeants de la confrérie du Très Saint-Sacrement, elle nous est indiquée par le titre : le *Rettore* était « *mastro* » Giulio Allegritto et le *Procuratore* « *mastro* » Paolo Albano, c'est-à-dire deux maîtres artisans (p. 105). Il conviendrait donc d'examiner la composition, le fonctionnement et le rôle de l'Université de Notabile dans la vie politique de l'île pour comprendre la fonction que les autorités laïques ont jouée dans les confréries.

Dans le travail d'Elina Gugliuzzo, le contrôle des confréries par les autorités ecclésiastiques (jusqu'au plus haut niveau) apparaît très clairement : les confréries sont fortement encadrées sur place par l'évêque et son représentant judiciaire, le vicaire général ; de plus, les confréries sont rattachées à des archiconfréries, toutes sises à Rome, grâce auxquelles, nous dit-on, elles jouissent « de nombreux privilèges, indulgences et autres faveurs spirituelles » octroyées par des brefs pontificaux (p. 108, 118). Mais qu'en était-il des autorités laïques représentées par l'Université ? Les pouvoirs locaux n'ont-ils pas essayé d'influer sur les confréries et de les utiliser pour s'opposer aux pouvoirs extérieurs qu'on leur imposait et marquer ainsi leur existence ? C'est, me semble-t-il, vers l'étude de l'institution municipale qu'il faudrait se tourner pour comprendre comment ces confréries, investies par le peuple maltais, ont pu devenir des espaces qui ont favorisé le développement de valeurs « démocratiques ».

L'ouvrage d'Elina Gugliuzzo *In veste devota* (au titre évocateur puisqu'il fait référence à l'habit que revêtaient les confrères et les confrères lors des cérémonies et dans lequel bon nombre d'entre eux demandaient à être enterrés, notamment à partir de la Contre Réforme) ne s'en tient pas uniquement aux aspects religieux, mais il ouvre encore bien d'autres perspectives de recherche, comme par exemple celui des legs faits aux confréries, notamment en biens fonds : sur une île comme Malte, quelle part du foncier revint ainsi à la mainmorte ecclésiastique et quelle en fut la gestion à l'arrivée des Français, puis des Anglais sur l'île ? Autant de questions qui invitent à poursuivre des recherches dans de nombreuses directions. Enfin, je ne saurais finir cette recension sans souligner le grand nombre de références bibliographiques (plus de 250), qui montrent la qualité de la recherche menée par une historienne soucieuse de rendre compte des travaux effectués jusqu'ici par ses collègues italiens et étrangers, et qui sont, pour nous lecteurs, autant d'invitations à approfondir tel ou tel aspect du sujet.

María GHAZALI

Université de Nice Sophia Antipolis, CMMC